

MAÎTRISE D'OUVRAGE
Voies navigables de France

DTRS



PROGRAMME D'OPÉRATION

Rénovation du quai de la Hutte à Losne

Version	Date	Modifications apportées
V1	11/07/2025	Version publiée

1	Contexte	3
1.1	Contexte général	3
1.2	Etudes réalisées	3
2	PRESENTATION DU SITE.....	4
2.1	Localisation	4
2.2	Description du quai	4
2.3	Hydrologie.....	6
3	Besoins	6
4	CONTRAINTES.....	6
4.1	Contraintes réglementaires	6
4.1.1	Le Plan de Prévention des Risques (PPR)	7
4.1.2	Plan Local d'Urbanisme.....	7
4.1.3	Contraintes architecturales.....	7
4.1.4	Contraintes environnementales.....	7
4.2	Contraintes techniques.....	8
4.2.1	Contraintes liées à l'usage et l'exploitation de la voie d'eau.....	8
4.2.2	Gestion des matériaux extraits.....	8
4.2.3	Contraintes de travaux simultanés.....	8
4.2.4	Régime du cours d'eau - protection contre les inondations.....	8
4.2.5	Respect de la qualité des eaux pendant les travaux	9
4.2.6	Contraintes d'accès chantier	9
5	EXIGENCES.....	9
5.1	Démarche qualité.....	9
5.2	Respect des coûts objectifs	9
5.3	Limitation des coûts d'entretien et de maintenance	10
6	ORGANISATION-PLANNING-COUTS	10
6.1	Présentation des intervenants	10
6.2	Calendrier prévisionnel	10
6.3	Enveloppe prévisionnelle et financement.....	10

1 CONTEXTE

1.1 Contexte général

Le quai de la Hutte situé à Losne est un site d'escale pour les péniches-hôtel de gabarit Freycinet. Ce quai, qui présente un bon niveau de fréquentation (108 touchées en 2023 de 13 bateaux), a été récemment équipé d'une borne électrique.



Des désordres ayant été constatés sur le quai, l'UTI GS a fait réaliser en 2024 un diagnostic du quai et de la rampe amont.

Le diagnostic a mis en évidence des désordres structurels importants susceptibles de compromettre la stabilité du quai, en particulier l'effondrement de la butée en pied de quai. Faute de diagnostics antérieurs, il n'est toutefois pas possible d'évaluer la vitesse d'évolution de ces désordres.

Par ailleurs, la partie émergée du quai présente divers désordres d'ordre esthétique et structurel, tels que des défauts d'alignement de la maçonnerie et la présence de végétation. Les murs encadrant les gradins, en amont et en aval, présentent également des fissurations et des dislocations marquées dans leur partie inférieure.

L'étude préconise un confortement de l'ouvrage par la mise en place d'un rideau de palplanches.

Enfin, le diagnostic souligne la dégradation avancée de la rampe amont, dont la partie côté Saône s'est effondrée, représentant un danger. Une reconstruction complète de cet ouvrage est donc jugée nécessaire.

1.2 Etudes réalisées

08/08/2024 : Diagnostic quai à gradins et rampe de mise à l'eau, GROMA INGENIERIE

2 PRESENTATION DU SITE

2.1 Localisation

Le quai de la Hutte est situé au PK 214.800 sur la rive gauche de la Saône à Losne (21). L'accès se fait depuis la rue « quai de la Hutte ».



2.2 Description du quai

Il s'agit d'un quai à gradin maçonné de 80 m de long, encadré par deux descentes de mise à l'eau. Deux murs de soutènement en pierre de largeur 1 m sur une longueur de 6 m séparent le quai des descentes de mise à l'eau.

Le quai est constitué de 9 marches formées par des bordures en pierre et des plans inclinés recouverts de pavés de largeur moyenne 1.40 m. La première marche du quai se situe à 182.22 NGF. Une « dixième marche », correspondant à la poutre de couronnement du quai et qui demeure immergée à la retenue normale, se situe à une altitude d'environ 178.95 m NGF, soit un dénivelé total d'environ 3.27 m.

Le quai est équipé de 5 organeaux utilisés principalement par les péniches-hôtels de gabarit Freycinet (dimensionnement non connu) et de petits organeaux dont l'usage n'est pas connu.



Figure 1 : Vue vers l'aval, organeau



Figure 2 : Vue marche immergée à la RN et partie basse du mur de soutènement

Autres équipements

Une borne eau / électricité (2 prises 125 A) est présente en partie haute du quai. Elle est raccordée par des canalisations arrivant directement depuis la rue. Par ailleurs, un petit coffret blanc, dont l'usage n'est pas connu, est situé en partie haute du quai.



Figure 3 : Borne eau/électricité



Figure 4 : Coffret électrique

2.3 Hydrologie

Les niveaux d'eaux caractéristiques sont les suivants :

Q100 : 182.10

Q10 : 181.40

PHEN : 180.54

RNPC : 180.295

RN : 179.02

3 BESOINS

Compte tenu des désordres relevés sur le quai et ses ouvrages annexes lors du diagnostic réalisé en 2024, une opération de restauration s'avère nécessaire.

Cette opération a pour objectif de rétablir les conditions de sécurité pour les usagers, d'assurer la pérennité structurelle des ouvrages et de maintenir leur aptitude à l'exploitation, notamment pour la fonction d'accostage et de stationnement des péniches-hôtels de gabarit Freycinet.

L'opération concerne les ouvrages suivants :

- Le quai à gradin ;
- Les murs de soutènement encadrant le quai à gradin ;
- Les rampes de mise à l'eau amont et aval.

Le phasage des travaux en fonction des disponibilités budgétaires devra être étudié.

4 CONTRAINTES

4.1 Contraintes réglementaires

Afin d'appréhender les impacts des projets, le maître d'œuvre devra intégrer au contenu de sa mission la nécessité de connaître les caractéristiques des milieux en place et d'en apprécier les contraintes urbanistiques et environnementales.

Les principaux textes réglementaires sont cités à titre indicatif et la liste devra être mise à jour par le maître d'œuvre suivant les travaux retenus.

4.1.1 Le Plan de Prévention des Risques (PPR)

Le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondations de la Saône Grand Lyon – Secteur Saône 2 , approuvé par arrêté préfectoral le 02/04/2008 et le zonage associé sont disponibles sur internet :

<https://www.cote-dor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-majeurs.-naturels-et-technologiques/Inondations/Les-Plans-de-Prevention-des-Risques-Naturels-PPRN-approuves/PPR-saone/Saone-2>

Les aménagements étudiés devront respecter le règlement en vigueur et notamment le chapitre II « REGLEMENTATION DE LA ZONE ROUGE » précisant les interdictions, autorisations et prescriptions liées au site d'étude.

4.1.2 Plan Local d'Urbanisme

Le MOE devra définir si les travaux sont concernés par le PLU de la commune. Le cas échéant, le MOE devra réaliser les démarches réglementaires qui y sont liées.

4.1.3 Contraintes architecturales

L'ensemble du périmètre est situé :

- En zone de présomption de prescription archéologique. Le MOE devra contacter la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté afin de connaître les démarches à entreprendre dans le cadre des travaux. Il devra ensuite réaliser ces démarches afin de mener à bien le programme.
- En Protection au titre des abords de monuments historiques (AC1). Le MOE devra réaliser l'ensemble des démarches nécessaires afin de mener à bien le programme.

Les études de conception et l'exécution de cette opération devront tenir compte des éléments liés aux contraintes architecturales, en intégrant notamment les préconisations de l'Architecte des Bâtiments de France.

4.1.4 Contraintes environnementales

Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA)

Les travaux consécutifs au programme seront réalisés dans le lit mineur de la Saône. De fait, ils pourront avoir des incidences sur le milieu aquatique. À ce titre, le MOE devra définir à quelles rubriques les travaux sont soumis au titre de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) et réaliser les démarches réglementaires qui y sont liées.

Le MOE devra notamment vérifier auprès de la fédération de pêche qu'il n'y a pas de frayère à brochet dans la zone impactée par les travaux, le cas contraire la rubrique 3.1.5.0 sera avisée dans le dossier LEMA.

Formulaire d'évaluation d'incidence – Évaluation environnementale

La rénovation ou création de pontons, de zones de mouillages et d'équipements légers sont soumis à un examen au cas par cas dans le cadre de la nomenclature - article R122-2 du Code de l'Environnement (rubrique 9-d).

Le MOE devra réaliser la procédure nécessaire afin d'obtenir l'autorisation de l'autorité environnementale. Pour cela, le MOE se rapprochera de l'autorité environnementale compétente sur la Saône : DREAL AURA / ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr.

Habitats et espèces protégées

Le Code de l'Environnement (articles L411-1 et L411-2) protège à la fois :

- Les individus d'espèces protégées (contre la destruction, capture, perturbation intentionnelle...),
- Les habitats de repos et de reproduction d'espèces protégées.

Le MOE devra identifier :

- Les enjeux "habitats et espèces protégées" du site
- Les impacts du projet sur ces enjeux
- Les mesures nécessaires d'évitement, de réduction et éventuellement de compensation des impacts du projet.

Le MOE devra être force de proposition dans les mesures d'évitement et de réduction afin de limiter les impacts résiduels du projet. Si des impacts résiduels devaient tout de même être envisagés, le MOE devra proposer les mesures compensatoires nécessaires à la réalisation du projet dans le respect de la réglementation.

Le MOE devra réaliser l'ensemble des démarches réglementaires nécessaires afin d'obtenir les autorisations des services de l'Etat.

Zone Natura 2000

Les travaux sont situés en zone N2000 :

- FR4301342 Vallée de la Saône - Directive Habitats

Le MOE devra se rapprocher de l'animateur Natura 2000 "Etablissement Public Territorial du Bassin Saône et Doubs". (info@eptb-saone-doubs.fr) afin de définir la procédure à réaliser. Le MOE devra alors réaliser les démarches réglementaires définies par l'animateur Natura 2000.

4.2 Contraintes techniques

4.2.1 Contraintes liées à l'usage et l'exploitation de la voie d'eau

En phase travaux, l'organisation du chantier ne devra pas gêner la navigation (emprise du chenal navigable) et s'attachera à limiter les impacts sur l'exploitation du quai durant la période touristique s'étendant de mars à novembre.

Les modalités d'exécution devront par ailleurs intégrer les fluctuations du niveau d'eau, afin d'assurer la faisabilité et la sécurité des interventions."

4.2.2 Gestion des matériaux extraits

La gestion des matériaux extraits devra être étudiée par le maître d'œuvre.

4.2.3 Contraintes de travaux simultanés

Le maître d'œuvre tiendra compte dans ses projets, des travaux qui seraient susceptibles d'être réalisés dans ou à proximité de l'emprise de ses études. Il effectuera toute démarche préalable de recherche en ce sens.

Des travaux pour la réalisation d'une passerelle cyclable à l'amont du pont de la RD 968 sont d'ores et déjà identifiés : entre le 2nd semestre 2026 et le 2nd semestre 2027 d'après le planning prévisionnel.

4.2.4 Régime du cours d'eau - protection contre les inondations

Les travaux devront être menés de manière à avoir le moins d'impact possible en période de crue, afin de ne pas aggraver l'effet des inondations.

A ce titre, les travaux et leur phasage respecteront les prescriptions du service chargé de la police de l'eau.

L'impact sur la ligne d'eau en amont des ouvrages de chantier susceptibles de gêner l'écoulement des crues devra être évalué si nécessaire.

4.2.5 *Respect de la qualité des eaux pendant les travaux*

Aucun rejet dans les plans d'eau ne seront autorisés pendant la réalisation des travaux.

Toutes les précautions d'organisation des chantiers devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles et limiter au maximum les impacts sur les milieux, notamment en ce qui concerne :

- Le stockage des hydrocarbures ;
- Les travaux de levage ou de démolition ;
- Les travaux de génie civil et de bétonnage (réalisation de manière à éviter tout déversement de laitance dans le milieu naturel) ;
- La conformité des matériels ;
- L'évacuation des déchets (mise en décharge agréée par le maître d'œuvre et au fur et à mesure de l'avancement des chantiers) ;
- Les travaux dans le lit mineur ;
- La gestion des déchets ;
- Le suivi des MES.

4.2.6 *Contraintes d'accès chantier*

Les études devront permettre de déterminer les accès chantier ainsi que l'acheminement des matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux. Ces accès devront prendre en compte l'ensemble des contraintes du site, y compris d'un point de vue environnemental.

4.2.7 *Contrainte réseau*

Outre les réseaux liés aux bornes électriques et eau présentes sur le quai, il conviendra de ne pas impacter la fibre optique cheminant en fourreaux sous chaussée au niveau de la rue « Quai de la Hutte » à proximité du quai.

5 EXIGENCES

5.1 Démarche qualité

Dans le cadre de la circulaire VNF en date du 9 mai 2017 relative à l'élaboration, à la démarche qualité et à l'approbation des projets d'investissement sur le réseau des voies navigables confié à Voies navigables de France, une démarche qualité interviendra tout au long de l'opération.

Un contrôle qualité intégré est prévu à toutes les phases d'études. Ce contrôle intégré se traduit par la consultation formalisée des différents services de VNF, ainsi que de prestataires extérieures (partenaires, usagers, AMO, ...).

Le maître d'œuvre devra donc intégrer les exigences résultant de cette démarche qualité au contenu de sa mission.

5.2 Respect des coûts objectifs

Le concepteur de l'ouvrage devra s'attacher à respecter l'ensemble des fonctionnalités attendues des futurs ouvrages ainsi que les contraintes identifiées. Il s'assurera cependant d'optimiser le coût financier de l'opération.

5.3 Limitation des coûts d'entretien et de maintenance

La conception et les choix opérés quelle que soit la solution, doivent réduire au maximum les frais d'entretien et de maintenance une fois les ouvrages en service.

6 ORGANISATION-PLANNING-COUTS

6.1 Présentation des intervenants

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par la Direction Territoriale Rhône Saône de VNF.

La direction du Développement de la DTRS assure la maîtrise d'ouvrage stratégique de l'opération.

L'unité Ingénierie de la DTRS assure la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et est en charge de la bonne exécution et de la qualité technique, administrative, financière et organisationnelle de l'opération. Elle assure notamment le pilotage de la maîtrise d'œuvre.

L'Unité Territoriale d'Itinéraire Grande Saône de la Direction territoriale Rhône Saône intervient en tant qu'exploitant de la voie d'eau et notamment du quai de la Hutte ainsi que représentant territorial de VNF.

Suivant les besoins, l'équipe de Maitrise d'Ouvrage pourra être complétée par des AMO (contrôleur technique, ...).

Conformément aux directives VNF relatives aux opérations d'investissement et s'agissant d'études de travaux faisant appel notamment à des technicités spécifiques (génie civil, hydraulique, architecturale et intégration paysagère), il a été retenu de faire réaliser la conception et le suivi de l'exécution de cette opération par un maître d'œuvre externe à VNF pouvant regrouper l'ensemble de ces technicités et facilitant l'obtention d'une vision globale de ces différents aspects de l'opération.

Les services de l'État seront associés dès les phases de conception afin d'intégrer leurs préconisations dans l'élaboration du projet.

Une attention particulière devra être apporté à la collaboration avec les services des Architectes des Bâtiments de France qui devront être associés le plus en amont possible et tout au long de l'opération.

6.2 Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

	2026				2027			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Conception								
Consultation travaux								
Notifi Travaux								

6.3 Enveloppe prévisionnelle et financement

L'enveloppe financière affectée aux travaux est de 1 875 000 € HT, soit 2 250 000 € TTC, valeur juillet 2025.

L'opération est financée intégralement sur les ressources propres de VNF.